

Rappel aux clubs sur la procédure à suivre pour licencier un adhérent

Préambule :

Les différents services de la Fédération Française de Natation ont constaté plusieurs manquements en ce qui concerne la procédure à suivre pour licencier un adhérent.

Notamment, l'étape du « formulaire-licence » fait souvent défaut. Or, cette étape est primordiale et permet aux clubs de satisfaire à leurs obligations légales, notamment en matière d'assurances.

Ce rappel a pour objet d'attirer l'attention des clubs sur les précautions à prendre en ce qui concerne la procédure à suivre pour licencier un adhérent.

I – Sur l'obligation de licencier

Pour rappel, aux termes de **l'article 18.1 des statuts de la Fédération Française de Natation,**

*« **Tout membre adhérent** à une structure visée à l'article 3 des Statuts **doit être en possession d'une licence délivrée quelle que soit la discipline pratiquée.** La Fédération peut, en cas de non-respect de cette obligation par une association affiliée, prononcer une sanction dans les conditions prévues par son Règlement Disciplinaire ».*

De plus, en vertu de **l'article 19 du Règlement Intérieur de la Fédération Française de Natation,**

*« **Les membres dirigeants de la Fédération** : Comité Directeur, Ligues Régionales et Comités Départementaux, commissions fédérales et régionales, **les officiels de toute réunion sportive** et **les dirigeants des associations affiliées** (comités pour les associations unisports, commissions ou sections de natation pour les associations omnisports) **doivent être licenciés.** **Les éducateurs sportifs, entraîneurs, managers** ou toute autre personne remplissant ces fonctions au sein d'une association sportive affiliée, à titre bénévole ou salarié, **doivent être licenciés à la F.F.N** ».*

II – Sur la procédure à suivre pour licencier

Première étape : le « **formulaire-licence** »

- Les formulaires de demande de licence sont à la disposition du club sur **extraNat**.
- Le club doit imprimer le « formulaire-licence » **et le faire remplir et signer par le licencié** ou, s'il s'agit d'un mineur non émancipé, par la personne exerçant sur lui l'autorité parentale.
- Le club conserve pendant toute la durée de la saison cette demande de licence qui est **la preuve de la volonté d'adhérer à la Fédération et de bénéficier ou non de l'assurance fédérale.**

POUR RAPPEL :

La Code du sport pose à la charge des associations une **obligation d'information** sur l'intérêt pour leurs adhérents de souscrire un contrat d'assurance de personnes « couvrant les dommages corporels auxquels leur pratique sportive peut les exposer » (Code du sport, article L 321-4). **Le « formulaire-licence » est l'occasion pour le club de satisfaire à cette première obligation.**

A noter : dans un arrêt du 6 mai 2016, la cour d'appel de Colmar a rappelé qu'une association sportive était tenue de transmettre à chaque adhérent une notice d'information, en application de l'article L. 321-4 du Code du sport, sous peine de voir sa responsabilité engagée pour manquement à son devoir de conseil et d'information.

En l'espèce, la Cour a souligné que l'association ne rapportait pas la preuve de la remise au requérant de cette notice d'information. En effet, seul était produit par l'association un exemplaire vierge du formulaire de demande de licence qui n'apporte pas à l'adhérent des informations équivalentes à celles devant figurer dans la notice établie par l'assureur. En conséquence, étant donné que les préjudices invoqués par la victime étaient bien des préjudices corporels ayant vocation à être garantis par une assurance de personne, la Cour a considéré que l'association avait commis un manquement à son obligation d'information de nature à engager sa responsabilité (CA de Colmar, 6 mai 2016 n° 14/02897, Monsieur X).

De plus, le statut de licencié FFN offre la possibilité de bénéficier d'une assurance « individuelle-accident ». Cependant, puisqu'il ne s'agit pas d'une assurance obligatoire, le respect de la **liberté contractuelle** suppose de faire connaître au licencié le prix de la garantie de base, son caractère non obligatoire, la possibilité d'y renoncer et la faculté de souscrire une option complémentaire offrant davantage de garanties. **Le « formulaire-licence » permet au club de satisfaire à cette seconde obligation.**

Dès lors, dans le cas où l'un de vos adhérents soutiendrait qu'il n'a pas été informé de la possibilité de souscrire à l'assurance « individuelle-accident » ou de souscrire une option supplémentaire, le « formulaire-licence » constitue **une preuve susceptible d'être opposée.**

Deuxième étape : le **certificat médical**

- Lors de la prise de première licence, le club s'assure de **la présentation par le licencié-pratiquant d'un certificat médical datant de moins d'un an et permettant d'établir l'absence de contre-indication à la pratique de la ou des disciplines fédérales envisagées (précisant le cas échéant, en compétition).**
- Lors du renouvellement d'une licence, qui s'entend comme la délivrance d'une nouvelle licence sans discontinuité dans le temps avec la précédente, le club s'assure de **la présentation par le licencié-pratiquant d'une attestation de réponse négative au questionnaire santé.**
- En revanche, s'il s'agit d'un licencié non-pratiquant, le club peut directement passer à la troisième étape.

Troisième étape : le **paiement de la cotisation**

- Le club s'assure de la transmission par le licencié du titre de paiement de la cotisation (licence FFN + adhésion).

POUR RAPPEL :

Les **garanties d'assurance** sont accordées dès l'accomplissement de ces trois premières étapes ; les licenciés peuvent donc commencer à pratiquer les différentes disciplines.

Cependant, la quatrième étape doit être réalisée dans **les plus brefs délais**.

Quatrième (et dernière !) étape : l'**enregistrement sur extraNat**

- Le club enregistre les données relatives à ses licenciés sur la base de données fédérales et les actualise en tant que de besoin.